
[Les forêts du Mozambique en voie d'extinction](#)

Le Mozambique a été un pays riche en forêts. Actuellement, non seulement on ne peut plus le considérer comme riche, mais de plus ses forêts courent le risque de disparaître si ne sont pas prises des mesures concrètes, urgentes et radicales. Plusieurs études produites au cours des dernières années par des organisations de la société civile ou académiques démontrent clairement que si l'on maintient le modèle actuel d'exploitation forestière, nous devons bientôt changer le discours sur la richesse de ce pays en ressources forestières. Cette richesse dont nous nous vantons si volontiers est en train d'être abattue et exportée de façon sauvage et incontrôlée.

La grande diversité des forêts du Mozambique est peu connue. Quelques études estiment que deux tiers des forêts du pays sont constitués par des forêts de *Miombo*, qui couvrent la plus grande partie de la région nord et une partie de la région centre. En second lieu se trouve la forêt de *Mopanes*, qui s'étend de la zone du Limpopo jusqu'à la vallée du Haut Zambèze. (1)

Chacune de ces forêts joue un rôle essentiel pour les communautés rurales qui en obtiennent divers produits pour leur subsistance, en plus de contribuer à leur bien-être culturel et spirituel.

Les principales causes de la situation précaire dans laquelle se trouvent les forêts nationales sont les coupes illégales, un contrôle rare ou inexistant, l'illégalité à tous les niveaux, les plans de gestion inefficaces ou inexistantes, la corruption généralisée, et d'autres encore. La corruption dans le secteur forestier – alimentée par une “demande insatiable de bois” de la part d'entreprises chinoises (2) – est présente à tous les niveaux. Nous considérons que c'est la cause principale de l'absence d'action devant tant de faits dénoncés et de preuves apportées par les organisations de la société civile, les universités, les journalistes, etc. Les dénonciations de corruption dans le domaine forestier diffusées par les médias locaux sont nombreuses, mais rien ou peu de chose n'a été fait dans ce domaine.

En février 2013, la *Environmental Investigation Agency* (EIA) a publié le rapport “Connexions de première classe – Contrebande, abattage illégal d'arbres et corruption au Mozambique”, d'où il ressort que 50 % du bois transporté du Mozambique vers la Chine est illégal. Le rapport fait état de plusieurs cas graves de commerce illégal et fait même allusion à la participation de l'actuel ministre de l'agriculture dans les affaires d'exploitation illégale de bois (2). Au début de cette année, nous avons noté qu'un communiqué de presse du Cabinet de lutte contre la corruption informait que l'enquête avait blanchi le ministre de tout soupçon. Sur quoi se basait cette enquête, comment elle fut réalisée ou même s'il y eut réellement enquête, nous ne le saurons jamais. Le pouvoir politique du Mozambique est intouchable. Les accusations de corruption ont beau être publiques et les faits évidents, on n'en fait rien ou presque. Les cas s'accumulent dans la mémoire de la société et des rares personnes qui croient encore qu'il est possible de changer la route que suit le pays.

Le dernier inventaire forestier national date de 2007. Bien qu'il ait été assez discuté quant à sa méthodologie, il est le plus récent et il est accepté par le gouvernement. On y lit que le taux de déboisement est de 0,58 %, ce qui correspond à une perte annuelle de 219 000 hectares. Une étude publiée cette année par l'Université Eduardo Montlane (3) a conclu que non seulement la situation a

empiré, mais qu'en plus l'exploitation illégale a augmenté de 88 % depuis 2007. L'étude estime aussi qu'en 2012, 900 000 mètres cubes ont été coupés pour la consommation intérieure et les marchés internationaux, chiffre qui dépasse largement les 320 000 mètres cubes officiellement enregistrés cette année-là.

En plus de cette exploitation illégale et non durable, nous avons observé ces dernières années une augmentation des investissements et de l'intérêt pour des plantations d'arbres exotiques présentées comme 'reboisement du pays'. Quelques plantations sont déjà en place et en plein fonctionnement, ce qui a provoqué divers problèmes avec les collectivités locales, essentiellement dus à l'usurpation de terres (4).

Malheureusement, beaucoup croient que ces projets reboisent réellement le pays. Il est cependant nécessaire de rappeler que lesdites plantations entraînent des conséquences négatives pour la biodiversité, l'eau, les communautés locales et leurs droits à la terre. L'inconscience et la recherche de profits majeurs sont si grandes qu'on prétend transformer nos forêts indigènes en 'déserts verts'.

ProSavana : on élargit la voie à l'agro-industrie

Pour aggraver la situation, de nouvelles menaces ont surgi pour ce qui reste de nos forêts. Le nouveau programme ProSavana en est une, qui touche une des formes les plus importantes de la forêt indigène du Mozambique : la savane. La savane (connue aussi comme *anhara* en Angola et comme *cerrado* au Brésil) est une région plane où la végétation dominante est constituée de graminées, avec des arbres disséminés et des arbustes isolés ou en petits groupes. Ces forêts sont un biome typique qui prédomine dans les régions tropicales à saison sèche marquée.

ProSavana est un programme d'agriculture commun au Japon, au Brésil et au Mozambique, supposé appuyer le développement agricole à grande échelle. Il embrasse les provinces de Nyassa, de Nampula et de Zambézie, dans le nord du Mozambique. La zone dénommée "le couloir de Nacala" abrite plus de 4 millions de personnes qui, en majorité, dépendent directement de l'agriculture paysanne pour leur subsistance. Le programme ProSavana envisage d'occuper plus de 14 millions d'hectares, en mettant à profit "la connaissance et l'expérience technique" du Brésil et l'aide "si généreuse et désintéressée" du Japon.

ProSavana a été conçu et décidé au plus haut niveau, cherchant à reproduire l'expérience brésilienne d'un projet agricole mis en œuvre par les gouvernements brésilien et japonais dans le *cerrado* du Brésil. Ce projet a entraîné, avec les méthodes de culture industrielle à grande échelle (principalement de soja), la dégradation de l'environnement et la quasi extinction des communautés indigènes qui vivent dans les zones concernées (5). Néanmoins, sans tenir compte des conséquences sociales et environnementales si bien documentées de l'expérience brésilienne, ProSavana est en cours de réalisation sans aucune connaissance et sans aucune participation de la société civile du Mozambique, ni des paysans à qui s'adresse ce programme. Ce dernier méprise l'agriculture paysanne et présente l'agro-industrie comme la solution de tous les maux. Comment peut-on continuer à affirmer que ProSavana cherche à développer l'agriculture paysanne si les paysans eux-mêmes ignorent quel est le but visé par ce programme? Si l'un de ses objectifs est de combattre l'agriculture itinérante, qui est celle que pratiquent les paysans, comment peut-on encore affirmer qu'il est fait pour eux?

Pendant plus de deux ans, si ce n'est par les nouvelles qui nous parvenaient par le biais de nos alliés internationaux, nous ne savions rien de ProSavana. Ce fut grâce à ces alliés que, finalement en avril 2013, nous avons eu accès à une version du Plan directeur (de mars 2013) qui décrit les grandes

lignes générales de ce que sera ProSavana. Bien qu'il soit présenté comme un programme de développement, il n'est en aucune façon orienté vers le soutien des petits agriculteurs, pas plus que vers le développement de l'agriculture paysanne. Au contraire, le Plan directeur est clair: il est conçu pour l'agro-industrie et tout ce qu'elle implique, ainsi que pour le contrôle de l'agriculture au Mozambique. C'est ce qui nous a permis de comprendre les motifs de l'exclusion des paysans et de la société civile du processus de conception et d'élaboration d'un tel programme. Il n'est pas possible de veiller aux intérêts des paysans puisque ce n'est pas là l'objectif du programme.

La façon dont est rédigé le Plan directeur révèle le cas le plus important d'appropriation de terres au Mozambique, la destruction de nos forêts indigènes déjà si abîmées, et laisse prévoir une plus grande instabilité dans le pays, ainsi que des conflits à propos des terres, de l'eau et autres. Et tout cela pour ouvrir la voie à l'agro-industrie.

Les paysans ont écrit une lettre adressée aux plus hauts représentants des trois pays impliqués dans ProSavana – le président du Mozambique, Armando Guebuza, Dilma Roussef et le premier ministre du Japon, Shinzo Abe – leur demandant une réflexion profonde et le gel du programme. La lettre a été signée par d'innombrables mouvements sociaux et organisations non gouvernementales, y compris l'Union Nationale des Paysans (UNAC) et Justice Environnementale (JA!).

Malgré les demandes insistantes de réponse à cette lettre, et malgré les innombrables déclarations de représentants de notre gouvernement sur le déroulement du dialogue en cours et sur le respect de ce dialogue, la lettre est restée ignorée pendant un an. Il n'y a aucun dialogue d'aucune sorte!

Le 2 juin a été lancée la campagne “Non à ProSavana”, suivie de la “II^e Conférence triangulaire des peuples du Mozambique, du Brésil et du Japon”, pour réitérer notre engagement à mondialiser la lutte des peuples contre ce programme. La conférence a permis la participation de paysans, d'organisations de la société civile ou académiques, ainsi que de gouvernants des trois pays. Pendant la réunion, nous nous sommes rendu compte que le discours de nos gouvernants avait changé, mais pas leurs actes. Nous continuons à ne pas avoir accès aux documents, à entendre le même discours vide de vérités ; des mots, mais pas de documentation.

Nous avons précisé en de très nombreuses occasions que le problème réside dans la conception même du programme, dans ses objectifs et dans le modèle de développement que nous jugeons inadéquat. Monsieur Augusto Mafigo, paysan et président de l'UNAC, a transmis le message de la meilleure façon possible, clairement, simplement et sans perdre de temps en circonlocutions. “Nous ne voulons pas de ProSavana”. Avec la conférence nous avons réussi à démontrer, une fois de plus, que les peuples sont unis dans cette lutte, et que nous refusons ce programme pour les motifs que nous avons déjà énumérés. Nous dénonçons à nouveau la manière erronée dont le programme a été développé. Il est ainsi extrêmement clair que nous avons le besoin urgent de commencer un dialogue clair, honnête et transparent sur la façon de soutenir et de développer l'agriculture paysanne.

Anabela Lemos, anabela.ja.mz@gmail.com
JustiçaAmbiental, JA!, <http://ja4change.org/index.php/pt/>

(1) “*Levantamento preliminar da Problemáticadasflorestas de Cabo Delgado*”, Daniel Ribeiro et

Eduardo Nhabanga, <http://africa.redesma.org/publicaciones.php?ID=1963>.

(2)

Conexões de Primeira Classe – Contrabando, Corte ilegal de madeira e corrupção em Moçambique, EIA, <http://macua.blogs.com/files/eia-first-class-connections---portuguese.pdf>.

(3) <http://www.fao.org/forestry/eu-flegt/85805/en/>.

(4) *O avanço das monoculturas de árvores em Moçambique. Impactos sobre as comunidades camponesas na província de Niassa*, World Rainforest Movement, <http://wrm.org.uy/pt/livros-e-relatorios/o-avanco-das-monoculturas-de-arvores-em-mocambique-impactos-sobre-as-comunidades-camponesas-na-provincia-de-niassa/>.

(5) UNAC, <http://viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/agrarian-reform-mainmenu-36/1321-land-grabbing-for-agribusiness-on-mozambique-unac-statement-on-the-prosavana-programme>.